

RD-CONGO

LE COURRIER  
DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3999 - JEUDI 20 MAI 2021

## RETOMBÉES DU SOMMET DE PARIS

100 milliards de financement pour  
les économies africaines

Le président Félix Tshisekedi à la session de clôture du sommet de Paris

L'annonce a été faite, le 18 mai, par le président Emmanuel Macron, initiateur de ce sommet, au cours de la conférence de presse de clôture qu'il a co-animée avec Félix-Antoine Tshisekedi et Macky Sall respectivement président en exercice et vice-président de l'Union africaine, ainsi qu'avec la directrice générale du FMI Georgeia.

Ce montant est en fait le résultat de l'allègement des conditions des droits de tirages spéciaux qui feront passer l'enveloppe africaine de trente-trois à cent milliards de dollars. « Il s'agit d'un changement de paradigme », a précisé le président Macron tout en rappelant que les besoins en financement pour l'Afrique de 2021 à 2025 sont évalués à 385 milliards de dollars.

Page 4

## QUESTION DE NATIONALITÉ CONGOLAISE

L'Acaj appelle au déracinement  
de la division

Les députés nationaux lors d'une plénière à la chambre basse

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a dit constater sur la toile « une guerre

de tranchées » opposant les tenants d'une réforme de la loi électorale en ses dispositions relatives

aux conditions d'éligibilité de certains citoyens à la Présidence, et ceux qui estiment qu'il serait de bon aloi que lesdites dispositions relatives à la nationalité ne soient modifiées au risque de violer la Constitution.

Pour cette ONG, il est inopportun d'accorder le primat à cette question dont les acquis intangibles sont administrés par les cycles électoraux successifs de 2006, 2011 et récemment 2018.

Page 2

## FOOTBALL

## Kakuta et Wamangituka reçoivent des prix en France et en Allemagne

Gaël Kakuta (29 ans) est vainqueur du Prix Marc Vivien Foé décerné par Radio France internationale et France 24, récompensant le meilleur joueur africain de la Ligue 1 française. Le milieu

créateur congolais a réalisé une saison aboutie à Lens. Ses stats sont éloquentes. Kakuta, c'est onze buts et cinq passes décisives en vingt-quatre matchs. Pour sa part, l'attaquant congolais Silas

Wamangituka de Stuttgart en Allemagne a été plébiscité meilleur jeune joueur de la saison en Bundesliga. A 21 ans, il a inscrit treize buts avec trois passes décisives.

Page 5

## INTERVIEW

Michel Ngongo : « Il n'y a  
pas d'avancées en termes  
d'infrastructures culturelles »

Didier Tshiyoyo, haut représentant du chef de l'Etat au Comité d'organisation des IXes jeux de la Francophonie, Zénon Kabamba, directeur chargé des Sports et Santé, entourés de Michel Ngongo et Frédéric Ngandu chargés du volet culture du comité d'organisation (Adiac)

L'expert du ministère de la Culture s'est inquiété, au cours de l'entretien accordé au Courrier de Kinshasa, des incohérences relevées dans le chef du comité national des IXes jeux de la Francophonie. Il déplore que les sites choisis n'offrent aucune garantie de legs à la ville après les jeux, ayant tout à cœur la coor-

dination du volet de la participation à sa charge.

La seconde crainte, a-t-il dit, tient au fait que des étrangers ont été pris pour diriger des équipes, tel est le cas au niveau des régisseurs. Ce qui, de son point de vue, n'est pas normal vu l'expertise existant en RDC.

Page 4

## QUESTION DE NATIONALITÉ CONGOLAISE

## L'Acaj appelle au déracinement de la division

L'ONG estime inopportun d'accorder le primat à cette question dont les acquis intangibles sont administrés par les cycles électoraux successifs de 2006, 2011 et récemment 2018.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a dit constater sur la toile « une nette poussée de fièvre aux allures d'une guerre de tranchées opposant les tenants d'une réforme de la loi électorale en ses dispositions relatives aux conditions d'éligibilité de certains citoyens à la Présidence de la République, et ceux qui estiment qu'il serait de bon aloi que lesdites dispositions, essentiellement relatives à la nationalité, ne soient modifiées au risque de violer la Constitution de la République ». Pour cette ONG, ce débat citoyen constitue une éclatante illustration de la pleine et entière jouissance par chaque Congolais de sa liberté de penser et de s'exprimer, dans le strict respect de l'autre.

L'Acaj note, par ailleurs, que s'agissant d'une question touchant au substrat qui lie un individu à son pays, la nationalité en l'occurrence, qu'il y a à aborder cette question avec responsabilité dans une approche débarrassée de toute considération politique susceptible de remettre en cause la fragile unité nationale maintes fois mise à l'épreuve par des frustrations réelles ou supposées. En effet, rappelle cette ONG, la charte fondamentale de la RDC, dans ses pertinentes dispositions qui fondent le rattachement du Congolais à sa patrie, déclare notamment : « Nous, peuple congolais, uni par le destin et par l'histoire



autour de nobles idéaux de liberté, de fraternité, de solidarité, de justice, de paix et de travail, affirmons notre détermination à sauvegarder et à

consolider l'indépendance et l'unité nationales dans le respect de nos diversités et de nos particularités positives.»

L'Acaj, qui dit se fonder, d'une

Me Georges Kapiamba, président de l'Acaj part, sur ces prescrits constitutionnels combinés à ceux des certains articles de la loi fondamentale, qui auraient le mérite de déterminer avec clarté ce

qu'il convient d'entendre par Congolais d'origine et, d'autre part, sur les défis multiples et urgents auxquels les institutions de la République font face pour alléger la misère du peuple et restaurer la paix dans la partie est du pays, estime inopportun d'accorder le primat à cette question dont les acquis intangibles sont administrés par les cycles électoraux successifs de 2006, 2011 et récemment 2018. Pour l'Acaj, il appert clairement qu'une réforme ayant pour finalité de percuter lesdits acquis démocratiques risquerait d'engendrer des frustrations et des violences éventuelles dont la RDC n'ait point besoin. L'ONG appuie sa sollicitation sur des exemples inspirés par plusieurs pays du monde, qui démontrent que certains de leurs leaders, issus de l'immigration, naturalisés ou ayant acquis la nationalité du pays hôte par l'un de leurs parents, ont servi leurs Etats avec dévouement et patriotisme. « Nous appelons vivement la classe politique congolaise à concentrer ses efforts sur la restauration de la paix notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, l'amélioration du bien-être collectif, ainsi qu'aux préparatifs de l'organisation du cycle électoral de 2023 appelé à être apaisé, juste, démocratique, transparent et inclusif », a dit le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba.

Lucien Dianzenza

**« une nette poussée de fièvre aux allures d'une guerre de tranchées opposant les tenants d'une réforme de la loi électorale en ses dispositions relatives aux conditions d'éligibilité de certains citoyens à la Présidence de la République, et ceux qui estiment qu'il serait de bon aloi que lesdites dispositions, essentiellement relatives à la nationalité, ne soient modifiées au risque de violer la Constitution de la République »**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

# Didier Tenge Te Litho pour la remise de l'ordre dans le secteur

« L'Aménagement du territoire, secteur porteur de développement doit recouvrer sa place dans la gestion des espaces physiques du domaine de l'Etat. Il ne doit souffrir d'aucun frein par rapport aux autres ministères comme cela a été le cas pendant longtemps ». Ces propos sont du ministre provincial chargé de la Décentralisation, Tourisme et Aménagement du territoire de la ville de Kinshasa, Didier Tenge Te Litho, reçu le 19 mai par le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo.

A en croire Didier Tenge Te Litho, il est temps de remettre de l'ordre dans la gestion des espaces physiques du domaine de l'Etat. Aucun ministère qui intervient de manière transversale, allusion faite à l'Urbanisme et Habitat, aux Affaires foncières et aux infrastructures et travaux publics ne peut délivrer un quelconque document ou titre sans l'aval de l'Aménagement du territoire.

« Avec le ministre d'Etat Guy Loando, nous avons parlé du projet d'arrêté interministériel que nous avons au sein de notre gouvernement provincial qui va faire que notre ministère soit considéré comme un service d'assiette et remettre de l'ordre dans la gestion du domaine physique de l'Etat que l'aménagement du territoire gère », a déclaré Didier Tenge Te Litho. Il est important, a-t-il renchéri, de comprendre que tous les autres services viennent après l'Aménagement du territoire que ça soit le ministère de l'Urbanisme et Habi-



Le Ministre d'Etat Guy Loando échange avec le ministre provincial Didier Tenge Te Litho c'est l'Aménagement du territoire qui décide que tel espace doit être affecté à tel usage », a-t-il expliqué. Tout en ajoutant : « Nous voulons remettre de l'ordre dans le secteur et nous avons l'appui du ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire. L'Aménagement du territoire est un ministère qui a été longtemps mis de côté et avec l'impulsion et l'énergie de notre ministre, je crois que nous y parviendrons ». D'autres sujets importants ont été

aussi au menu de l'audience que le ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire, Guy Loando, a accordé au ministre provincial chargé de la Décentralisation, Tourisme et Aménagement du territoire de la ville de Kinshasa. Il s'agit notamment du schéma d'orientation stratégique de l'agglomération kinoise, la problématique de l'identification de chefs de division, le projet de loi relative à l'Aménagement du territoire en attente d'adoption à l'Assemblée nationale.

Notons que le rétablissement du ministère de l'Aménagement du territoire dans son rôle de primauté dans la gestion des espaces physiques du domaine de l'Etat reste le cheval de bataille du ministre d'Etat, Guy Loando Mboyo qui ne cesse de multiplier des efforts pour que la loi relative à l'Aménagement du territoire termine sa course dans les deux chambres du Parlement avant sa promulgation par le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi.

Blandine Lusimana

## SANTÉ

## Le GIBS rassure le ministre Jean Jacques Mbungani de son appui

Reçu dernièrement par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean Jacques Mbungani, le Groupe inter-bailleurs santé (GIBS), une structure qui regroupe les bailleurs du secteur de la santé de la RDC, a réitéré son engagement à soutenir le ministre de la Santé dans l'accomplissement de la mission que le gouvernement Sama Lukonde lui a assignée.

Au cours d'une séance de travail de plus de deux heures dans son cabinet, le Dr Jean Jacques Mbungani Mbanda a abordé plusieurs sujets avec ses hôtes. Ils ont, entre autres, échangé sur le renforcement du partenariat entre le gouvernement congolais et le GIBS. Le ministre Jean Jacques Mbungani a fait part à ses interlocuteurs de son vœu de voir sa vision se matérialiser pour le bien-être de la population.

Parlant au nom de GIBS, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Amédée Prosper Djigumde, a exprimé la disponibilité de son organisation à soutenir la vision du gouvernement en matière de santé, surtout dans certains domaines comme la couverture santé universelle, la lutte contre les épidémies, la sécurité sanitaire, la problématique de ressources humaines



dans le domaine de la santé. Il a également souligné l'appui de son institution à l'épineuse question de la rationalisation, de la mobilisation des ressources ainsi que du renforcement de la redevabilité. Le représentant de l'OMS a in-

sisté sur la mise en oeuvre de différents mécanismes pour que l'action des bailleurs ait un écho retentissant et puisse se ressentir de façon concrète par tous les citoyens. Il a été aussi évoqué la problématique de l'approvisionnement de la

RDC en médicaments et intrants. Des préoccupations qui cadrent avec la vision déclinée par le ministre Jean Jacques Mbungani, à savoir partout en RDC, les citoyens congolais devraient avoir une meilleure qualité de vie possible. Rap-

pelons que le GIBS a été créé pour répondre à la nécessité de coordination ressenti, au regard du contexte sanitaire de la RDC et du nombre élevé de ses partenaires.

Blandine Lusimana

## RETOMBÉES DU SOMMET DE PARIS

## 100 milliards de financement pour les économies africaines

100 milliards de dollars américains au profit des économies africaines, c'est le premier résultat du "New Deal" entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels.

L'annonce a été faite le 18 mai par le président Emmanuel Macron, initiateur de ce sommet, au cours de la conférence de presse de clôture qu'il a co-animée avec le président et le vice-président de l'Union africaine Felix Antoine Tshisekedi et Macky Sall ainsi que la directrice générale du FMI, Georgeviva. Ce montant est en fait le résultat de l'allègement des conditions des droits de tirage spéciaux (DTS) qui feront passer l'enveloppe africaine de 33 à 100 milliards de dollars. "Tous les problèmes ne trouveront pas de solution en un jour, mais il s'agit d'un changement de paradigme", a précisé le président Macron qui a rappelé que les besoins en financement pour l'Afrique de 2021 à 2025 sont estimés

à 385 milliards de dollars. Au-delà des contributions financières, il a également été question de la levée des brevets pour permettre à l'Afrique de produire ses propres vaccins. « Nous soutenons les transferts de technologie et un travail qui a été demandé à l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce et au Medicines Patent Pool (appuyé par l'ONU) de lever toutes

les contraintes en termes de propriété intellectuelle qui bloquent la production de quelque type de vaccins que ce soit », a déclaré le président français, Emmanuel Macron, au cours de la conférence de presse de clôture de l'événement.

Il défend, par ailleurs, « l'idée que les pays aisés puissent réallouer leurs DTS (réserves du FMI) pour qu'ils aillent vers les pays pauvres, en particulier l'Afrique,

pour que les 33 milliards d'aujourd'hui deviennent 100 milliards ». Tout en saluant ce premier pas, le président de la République démocratique du Congo, Felix Antoine Tshisekedi, a toutefois reconnu que cet objectif serait clairement insuffisant. Pour le président sénégalais, Macky Sall, cet objectif fixe « un nouveau départ, un nouvel accord pour l'Afrique ». Emmanuel Macron a, néanmoins, mis en garde sur le fait qu'une

partie des fonds devra être affectée à la lutte contre le terrorisme qui touche toujours le Sahel. Il a estimé qu'outre la pandémie, une « charge de sécurité repose sur l'Afrique » et qu'il est « impérieux d'actualiser les règles financières en prenant en compte » cette problématique majeure.

Pour rappel, une vingtaine de chefs d'Etat africains et des dirigeants européens étaient réunis à Paris pour participer à ce sommet de financement des économies africaines. Plusieurs organisations ont été représentées par leurs directeurs, comme le FMI (Fonds monétaire international), la Banque mondiale, ou encore la Banque africaine de développement.

Alain Diasso

**« Nous soutenons les transferts de technologie et un travail qui a été demandé à l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce et au Medicines Patent Pool (appuyé par l'ONU) de lever toutes les contraintes en termes de propriété intellectuelle qui bloquent la production de quelque type de vaccins que ce soit »**

## INTERVIEW

## Michel Ngongo : « Il n'y a pas d'avancées en termes d'infrastructures culturelles »

Entretenu par Le Courrier de Kinshasa alors qu'il est occupé à préparer la participation culturelle de la RDC aux IXes jeux de la Francophonie, l'expert du ministère de la Culture s'est inquiété des incohérences relevées dans le chef du comité national des IXes jeux de la Francophonie. Il déplore notamment que les sites choisis n'offrent aucune garantie de legs à la ville après les jeux, ayant tout à cœur la coordination du volet de la participation à sa charge, ceci lui paraît juste inconcevable.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Quelles sont vos responsabilités actuelles dans le cadre des IXes jeux de la Francophonie que prépare Kinshasa ?**

**Michel Ngongo (M.N.) :** J'ai été le commissaire exécutif-adjoint chargé du suivi des activités du comité national des jeux de la Francophonie de février 2020 à février 2021. Mais il avait été décidé aussi que je porte la responsabilité du chargé de la culture, une exigence du comité international qui cherchait à avoir un correspondant en matières culturelles au niveau de l'organisation des jeux de la Francophonie.

**L.C.K. : En plein dans les préparatifs de la participation de la RDC au volet culturel des IXes jeux de la Francophonie, des choses vous échappent-elles ?**



Didier Tshiyoyo, haut représentant du chef de l'Etat au Comité d'organisation des IXes jeux de la Francophonie, Zénon Kabamba, directeur chargé des Sports et Santé, entourés de Michel Ngongo et Frédéric Ngandu chargés du volet culture du comité d'organisation (Adiac)

**M.N. :**

Non, pas du tout ! À l'époque, tout en étant dans le comité d'organisation, faisant partie du cabinet du ministre de la Culture et des Arts, nous veillions à organiser les choses au niveau de notre participation culturelle. La RDC a déjà participé à cinq éditions de ces jeux tant sur le plan culturel que sportif, nous étions donc déjà en train de nous y préparer. Et, comme nous n'avons plus de responsabilités à assumer au niveau de l'organisation, d'autres personnes gèrent cet aspect, nous nous sommes tournés simplement vers les préparatifs des équipes culturelles qui vont représenter la RDC aux IXes jeux de la Francophonie.

**L.C.K. : À presque une année des jeux, comment évaluez-vous l'avancement de l'organisation ?**

**M.N. :**

Pendant que j'étais au comité d'organisation, je n'étais pas la bouche autorisée à en parler, il y avait des personnes habilitées à le faire mais j'estime qu'il faut tout de même dire les choses telles qu'elles sont maintenant. Aujourd'hui, ça craint ! Mais je ne parle que l'aspect culturel parce que du côté sportif je ne sais pas ce qui se fait présentement. Ça craint parce qu'en termes d'infrastructures, il n'y a pas d'avancées. Jusqu'au moment où je parlais, on évoquait des sites qui ne représentaient pas vraiment la partie culturelle et n'offraient aucune garantie de legs après les jeux. C'est là la première inquiétude. La seconde, selon les informations reçues, des étrangers ont été pris pour diriger des équipes, le cas au niveau des régisseurs, par exemple. Cela pose problème ! Il n'est pas normal, vu l'exper-

tise existant en RDC, que des personnes venant de l'extérieur dirigent. Du reste, je précise que le Comité international des jeux a des experts, des étrangers, dont la mission est d'accompagner le pays organisateur. Partant de ce principe, il n'y a pas lieu de chercher une autre expertise pour piloter les choses. Autre chose, l'option d'achat des matériels de son et lumière, vidéo, etc., était prise dans l'idée de tout conserver après les jeux pour doter la RDC de la technologie de pointe actuelle. Il nous revient de plus en plus que l'on a plutôt opté pour la location des matériels. De l'avis d'un expert du Comité international, le coût de la location est plus élevé que celui de l'achat. Ce qui d'une part n'est pas admissible. Et, d'autre part, l'entreprise proposée pour l'acheminement du matériel ne figure même pas sur Internet. La somme de toutes

ces incohérences nous pousse à dire que ça craint. Par ailleurs, je suis désolé de constater qu'au lieu d'aborder les questions de fond, l'on s'arrête à des distractions, des discussions sur des questions d'argent, de légitimité, d'interdiction d'accès. À moins de seize mois des jeux, nous devons aborder des problèmes de fond. Notamment parler des infrastructures culturelles. Il est question aujourd'hui de l'Echangeur de Limete, le Musée national, l'Académie des beaux-arts, l'Institut français, le Centre Wallonie-Bruxelles, ce sont tous des sites à aménager. Rien ne va être réhabilité de sorte que la communauté culturelle kinoise verra Kinshasa telle qu'elle était avant les Jeux. Cela nous pose problème ! Il n'est pas normal que la tenue d'un événement de pareille envergure ne laisse aucune trace dans la ville, qui plus est, la capitale ! Il faut noter que son organisation intervient lors de la mandature du chef de l'Etat à l'Union africaine placée sous la coloration de la culture ! Et cela se passe au vu et au su de tout le monde que le comité national foule au pied la culture. Il est impérieux que ces questions de fond soient abordées, que le Comité national des IXes jeux de la Francophonie nous explique pourquoi la culture est à ce point négligée.

Propos recueillis par

Nioni Masela

## FOOTBALL

# La RDC en amical Fifa contre la Tunisie et le Mali

Trente-deux Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) et quatre réservistes sont convoqués pour un stage de préparation à Tunis, assorti de deux rencontres amicales contre les Aigles de Carthage de Tunisie et les Aigles de Mali.

Les Léopards seniors A de la RDC affronteront, le 5 et le 11 juin 2021 à Tunis, respectivement les Aigles de Carthage de la Tunisie et les Aigles du Mali, en matchs de répétition Fifa de préparation des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022. Pour rappel, les Léopards sont dans le groupe J des éliminatoires du Mondial, en compagnie des Taifa Stars de la Tanzanie, des Ecuireuls du Bénin et des Barea de Madagascar.

En première journée en septembre 2021 (initialement prévu en octobre 2020 mais reporté à cause de la covid-19), les Léopards joueront contre les Ecuireuls du Bénin de Steve Mounié. Au terme de la première phase éliminatoire, les premiers de dix groupes éliminatoires s'affronteront en cinq matchs de barrage en aller et retour pour dégager les cinq pays africains qui disputeront le Mondial 2022 au Qatar.

Les Léopards seront donc en stage de préparation de deux semaines dans la capitale tu-



Les Léopards de la RDC

nisienne avec un groupe de trente-deux présélectionnés par le nouveau sélectionneur assistant Dauda Lupembe. Le nouveau sélectionneur principal, l'Argentin Hector Cuper, est attendu à Kinshasa le 26 mai afin de signer son contrat.

### Les convoqués

Les trente-deux joueurs sont les gardiens de but Joël Kiassumbua (FC Servette/Suisse), Baggio Siadi (JS Ba-

zano), Jackson Lunanga (AS Maniema Union) et Brunel Efonje (Jeunesse sportive de Kinshasa). Les défenseurs retenus sont Djo Issama Mpeko (TP Mazembe), Mukoko Amale (Difaa El Jadida/Maroc), Gédéon Kalulu (Ajaccio L2/France), Fabrice Nsakala (Besiktas/Turquie), Ernest Luzolo Sita (AS V.Club), Glody Ngonda Muzinga (Dijon/France), Marcel Tisserand (Fenerbahce/Turquie), Chris-

tian Luyindama Nekadio (Galatasaray/Turquie), Chancel Mbemba Mangulu (FC Porto/Portugal). Il y a également Arsène Zola Kiaku (TP Mazembe), Inonga Baka (Daring Club Motema Pembe -DCMP-) et Idumba Fasika (FC Lupopo). Neuf milieux font partie de cette présélection, notamment Serge Mukoko Tonombe (Young Africans/Tanzanie), Mika Miche (TP Mazembe), Fabrice Ngoma Luamba (Raja

de Casablanca/Maroc), Gaël Kakuta (RC Lens/France), Marcel Ngimbi (AS Maniema Union), Paul-José Mpoku (Al Wahda/Emirats Arabes Unis), Yannick Bangala Litombo (AS Far/Maroc), Pelly-Ruddock Mpanzu (Luton Town/D2 Angleterre) et Philippe Kinzumbi (TP Mazembe).

Et les attaquants convoqués sont Yannick Bolasie Yala (Middlesbrough/D2 Angleterre), Glody Lilepo Makabi (AS V.Club), Bwala Walter (Al Ahly/Egypte), Cédric Bakambu (Beijing Guoan/Chine), Ben Malango Ngita (Raja de Casablanca/Maroc), Jackson Muleka Kianvubu (Standard de Liège/Belgique) et Jonathan Bolingi Mpangi (FC Lausanne/Suisse). Les joueurs réservistes sont Wadol Djuma Shabani (AS V.Club), Karim Kimvuidi (Daring Club Motema Pembe -DCMP-), Kazadi Kasengu (Al Masry/Egypte) et Maxi Nzengeli (AS Maniema Union).

Martin Engimo

## FOOTBALL

# Kakuta et Wamangituka reçoivent des prix en France et en Allemagne

Deux congolais, Gaël Kakuta et Silas Wamangituka, sont à l'honneur en cette fin de saison en Europe.

Gaël Kakuta (29 ans) est vainqueur du prix Marc Vivien Foé décerné par Radio France International (RFI) et France 24, récompensant le meilleur africain de la Ligue 1 française. Le milieu créateur congolais a réalisé une saison aboutie à Lens, son club de cœur. Ses stats sont éloquentes. Il a été la plaque tournante du club lensois promu en Ligue 1 et qui s'y est maintenu de façon magistrale. Kakuta, c'est 11 buts et 5 passes décisives en 24 matchs.

« C'est une fierté, parce que c'est mon premier trophée individuel. Je le prends avec beaucoup de satisfaction. C'est une bonne saison pour nous tous et j'en suis récompensé. Je tiens à remercier ceux qui ont voté pour moi. C'est une fierté d'avoir le Prix Marc-Vivien Foé en portant le maillot du RC Lens et de représenter également la RDC, mon pays », a signifié à RFI le joueur formé à Lens et passé plusieurs clubs en Angleterre, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie, en Chine avant de revenir en France. Succédant au Nigérian Victor Osimen (actuellement à Naples), Kakuta a donc été désigné devant l'Algérien Andy Delort de Montpellier et le Zimbabwéen Tino Ka-



Gaël Kakuta

dewere de l'Olympique Lyonnais. Kakuta succède à Victor Osimhen au palmarès. Kakuta a eu le temps de lâcher à propos du nouveau sélectionneur des Léopards

de la RDC, l'Argentin Hector Cuper, lorsqu'il recevait son trophée de meilleur Africain de la Ligue 1 française. Figurant sur la liste des trente-deux présélectionnés

pour le stade de Tunisie en début juin, il a déclaré : « Le stage qui approche est un nouveau départ pour nous, avec un coach qui a un bon palmarès avec tous les

clubs dans lesquels il est passé ».

### Wamangituka

Pour sa part, l'attaquant virevoltant Silas Wamangituka de Stuttgart en Allemagne a été plesité meilleur jeune joueur de la saison en Bundesliga. Blessé depuis plusieurs semaines, la saison de l'ancien joueur du Paris FC en L2 France, il a toutefois été choisi meilleur jeune pour ses performances. Il a éclaboussé la Bundesliga de son talent. A 21 ans, Silas Wamangituka a inscrit 13 buts, avec 3 passes décisives. Ayant pourtant joué pour les Léopards de moins de 20 ans, le joueur n'est pas encore éligible pour évoluer chez les A de la RDC à cause d'un problème de double identité. Il avait joué au FC MK de Kinshasa avec un autre nom, avant de s'envoler pour Paris, non par les moyens offerts par le club tuteuré par Max Mokey Nzangi. Il est arrivé à Stuttgart en 2019 pour 8 millions d'euros et fait aujourd'hui partie des trois jeunes joueurs révélés en Bundesliga cette saison, l'international argentin Nicolás González et l'allemand Waldemar Anton, tous de Stuttgart.

Martin Engimo

**« C'est une fierté, parce que c'est mon premier trophée individuel. Je le prends avec beaucoup de satisfaction. C'est une bonne saison pour nous tous et j'en suis récompensé. Je tiens à remercier ceux qui ont voté pour moi. C'est une fierté d'avoir le Prix Marc-Vivien Foé en portant le maillot du RC Lens et de représenter également la RDC, mon pays »**

## LINAFOOT/LIGUE 1

# Pas de vainqueur entre Renaissance et JSK, Dauphin Noir bat L'Shi Sport

Le FC Renaissance du Congo a été accroché par la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK), le 18 mai au stade des Martyrs, en match de la 27e journée, par zéro but partout. Les joueurs du coach Papy Kimoto et ceux de l'entraîneur Jean-Claude Makanda ont tous été bien en place, bien trop prudents afin de ne perdre la partie. A la fin, il n'y a pas eu de but, et le club orange totalise 30 points, occupant la 10e position au classement partiel. Le promu JSK occupe la 11e position avec 29 points. Les deux clubs assurent quasiment leur maintien dans l'élite du football national. Dans un autre match de la 27e journée disputé au stade



Vue du match entre Dauphin Noir et Lubumbashi Sport

de l'Unité de Goma, le club local de Dauphin Noir s'est imposé face au FC Lubumbashi Sport (L'Shi Sport), lanterne

rouge du championnat, par deux buts à un. Grâce à une réalisation de Katy Katulondji, Dauphin Noir a mené au

tableau d'affichage dès la 12e minute. L'ancien joueur de Dibumba de Tshikapa a trouvé la faille au milieu

d'une défense hésitante. Teji Lutonadio a doublé la mise à la 53e minute, sur penalty consécutif à une faute de main de Mboma Kitoko dans sa surface de réparation. La réaction des Kamikazes a été tardive. A la 87e minute, le capitaine Kabasele Makanda a repris de la tête un corner de Kasongo Musele. Lubumbashi Sport n'est pas sorti de la spirale de la défaite après sa surprise victoire sur Sanga Balende au match précédent. Dauphin Noir engrange désormais un total de 23 points, alors que Lubumbashi Sport ploie sous le poids des défaites, dernier avec 19 points.

*Martin Engimo*

## Lubumbashi Sport enfonce Sanga Balende



Lubumbashi Sport a surplombé Sanga Balende...

Rien ne va plus au sein de la formation de Sa Majesté Sanga Balende. Les Anges et Saints du Kasai oriental ont enregistré leur cinquième défaite de suite le jeudi 13 mai au complexe sportif Frédéric-Kibasa de Lubumbashi. Et le dernier bourreau des protégés du président Ali Alexis Fakih, c'est la lanterne rouge du championnat, le FC Lubumbashi Sport. C'était en match comptant pour la 26e journée de la 26e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Anthony Mpande Moya a inscrit l'unique but de la partie à la 53e minute, sur une passe décisive de Mbala Mbidi.

Rappelons que l'entraîneur Andy Magloire Mfutila a été limogé après la défaite (zéro but à deux)

face à Lupopo le 9 mai. Les entraîneurs Ndonga et Kalonji Ndumi ont été désignés par le président du club pour terminer la saison. La crise couve dont au sein du club qui est campé à la cinquième position au classement avec 42 points depuis cinq journées. L'objectif de Sanga Balende arrêté au début cette saison était de décrocher une place qualificative pour les compétitions africaines interclubs. Mais le club sang et or de Mbuji-Mayi ne pourra y plus prétendre. Il lui reste de disputer la Coupe du Congo de football. Lubumbashi Sport, pour sa part, demeure dernier au classement avec désormais 19 points.

*.M.E.*

## Mazembe surplombe V.Club à Lubumbashi

Avec un succès net sur V.Club, son adversaire direct pour le titre, Mazembe se donne encore du temps d'espérer pour le titre très disputé de cette saison.



Adam Bossu Nzali, auteur d'un doublé face à V.Club, congratulé par ses coéquipiers

Le course pour le titre entre l'AS V.Club de Kinshasa et le TP Mazembe de Lubumbashi est relancée de plus belle depuis la cinglante victoire des Corbeaux du Grand Katanga, le dimanche 16 mai 2021 dans leur stade de la commune de Kamalondo, sur leur adversaire, par trois buts à un, en match, en match de la 27e journée du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Leader, V.Club a été battu par son poursuivant direct. Le Camerounais Pascal Mbaraga a malencontreusement marqué contre son camp sur une balle de son coéquipier Ruddy Makwekwe à la 7e minute. Ensuite, l'attaquant Adam Bossu Nzali, ancien de l'AC Rangers de Kinshasa a signé un doublé à la

40e et 50e minute, permettant à Mazembe de mener jusqu'à trois buts à zéro, avant la réduction du score à la 60e minute par Glody Lilepo Makabi. Mazembe totalise 63 points et repasse en tête du classement, devant V.Club 61 points, mais avec un match en moins.

Maniema Union dans la course Notons aussi la victoire précieuse de Maniema Union sur l'AC Rangers au stade des Martyrs à Kinshasa, par deux buts à zéro. Patcheli Pinoki Vuvu (42e minute) et Mercey Ngimbi (72e minute) ont signé les deux buts du match. Le club de Kindu atteint désormais la barre de 60 points, lancé aussi dans la course pour le titre. LAC Rangers est stoppé à 31 points.

Au stade Dominique Diur à Kolwezi, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa a encore broyé du noir, face au promu Simba, par zéro but à un. Don Makengele a été l'unique buteur de la partie en première période, permettant à son club de totaliser 28 points au classement. DCMP reste bloqué à 37 points, à quatre matchs de la fin desaison. Le FC Saint-Eloi Lupopo a, pour sa part, dominé Blessing de Kolwezi au stade Dominique-Diur par deux buts à zéro, avec les réalisations de Kazadi Zadio à la 41e minute et Massamba Kiese à la 43e minute. Avec ce succès, Lupopo se maintient dans le big four du championnat national de football avec 58 points.

*.M.E.*

## DIPLOMATIE

# La relance des économies africaines relève d'un enjeu stratégique pour la France et pour l'Union européenne

**Le sommet à Paris destiné à réfléchir aux moyens de relancer les économies africaines a réuni une trentaine de chefs d'Etat africains et européens, ainsi que les dirigeants d'institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international.**

Ce sommet, une initiative du président français, vise à renforcer les investissements en Afrique au moment où le continent fera face à un déficit de 300 milliards de dollars d'ici la fin 2023, après avoir subi une récession économique en 2020. « *La crise a touché tous les pays, tous les continents, l'Asie, l'Europe, et l'Afrique. La singularité de l'Afrique, c'est qu'elle n'a pas les moyens financiers aujourd'hui de protéger et de relancer son économie comme l'ont fait tous les autres continents* », a déclaré sur RFI le ministre français des Finances, Bruno Le Maire.

Citant le Fonds monétaire international (FMI), Bruno Le Maire a rappelé que les pays développés avaient consacré 25% de leur richesse nationale à relancer leur économie, alors que ce chiffre est d'à peine 2% en Afrique. « *Donc le risque majeur, ce-*



Felix Tshisekedi, président en exercice de l'UA et Emmanuel Macron lors du sommet sur le Financement des économies africaines à Paris ce 18 mai (Ludovic MARIN/POOL/AFP)

*lui que nous voulons prévenir (...) c'est la grande divergence économique entre le continent africain qui repartirait en arrière - cela peut s'aggraver avec le retour de la pauvreté, la croissance de l'inégalité -, alors que de l'autre côté les Etats-Unis repartiraient fort, l'Europe repartirait fort, l'Asie repartirait fort* », a souligné le ministre français. Pour lui, « *c'est un problème économique, un problème politique, mais aussi un problème de sécurité* », ajoutant que l'enjeu en Afrique est absolument stratégique pour la France et pour l'Union européenne.

Le directeur exécutif en charge de l'innovation et de la recherche de l'Agence Française de développement, Thomas Melonio, alerte pour sa part : « *La moitié de l'Afrique court un risque élevé de surendettement* »... Aussi Paris pousse depuis un an en faveur d'une restructuration de l'endettement de certains pays.

On notera que pour la première fois, la Chine, un des plus gros créanciers de l'Afrique était à la table des négociations. Ce qui est considéré comme « *une avancée majeure* ».

Emmanuel Macron estime qu'un « *New Deal* » est nécessaire pour l'Afrique afin d'apporter au continent une bouffée d'air frais. De fait, selon la Banque africaine de développement, 39 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté cette année, de nombreux pays africains étant sous la menace d'un surendettement en raison de la pandémie.

## La dette des pays africains à géométrie variable

La dette africaine varie d'un

pays à un autre. Certains pays sont durement touchés par la crise sanitaire (Comores, Gambie, Seychelles) alors qu'ils dépendent du tourisme ; d'autres (Angola, Nigeria, Congo) par la baisse des cours du pétrole, et plus largement, les pays dépendant des exportations de matières premières (Afrique du Sud, Zambie...). Ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont diversifié leurs revenus et su trouver des relais de croissance dans des secteurs moins frappés par la crise (Bénin, Côte d'Ivoire, Kenya, Sénégal...). Un nombre important d'habitants auraient néanmoins basculé dans l'extrême pauvreté. L'Afrique subsaharienne compterait ainsi 34 millions de « nouveaux pauvres » vivant avec moins de 2 dollars par jour, selon les estimations de la Banque mondiale.

Le rebond de l'activité devrait finalement être assez modéré, avec une croissance de 3,4 % du PIB du continent cette année. Ce qui ne permettra pas à l'Afrique de revenir au niveau d'avant crise, estiment les experts.

Noël Ndong

## SOMMET DE PARIS

## «L'implication des diasporas africaines est essentielle», préconise Patrice Anato

**A l'initiative de la France, le « Sommet de Paris du 18 mai : vers un nouveau pacte de relance pour les économies africaines? » s'est tenu. Etaient présents une trentaine de dirigeants africains, des hauts responsables européens et représentants d'organisations internationales. Dans une tribune, Patrice Anato, député français (LREM) préconisait dans l'Opinion, un média français nouvelle génération présent sur Internet, l'implication des diasporas africaines**

Pour le député français, une réponse internationale ambitieuse et coordonnée s'impose. Le Sommet sur le financement des économies africaines, qui s'est déroulé le 18 mai à Paris, doit viser précisément à trouver les voies et moyens d'une solidarité agissante avec l'Afrique. « *Il y va de notre intérêt à tous, et cet enjeu concerne au premier chef l'Europe* », écrit-il.

Et de poursuivre : « *On ne le dit pas assez : il ne pourra y avoir de réduction de la pauvreté sans création massive d'emplois, et cela, seul le secteur privé est en capacité de le faire. Or, il a été jusqu'à présent le grand oublié des plans de relance africains. Les entreprises ont fortement contribué à la résilience du continent. Elles doivent être appuyées et renforcées, et des dispositifs leur permettant de capter de nouveaux flux de financement doivent être imaginés. Cette question cruciale sera, bien entendu, à l'ordre du jour du Sommet de Paris.*



Vue partielle de la délégation congolaise conduite par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso au Sommet sur l'Afrique du 18 mai 2021 à Paris (Crédit photo : Roland Mbongo/Presse présidentielle)

Dans ce contexte, l'implication des diasporas africaines est essentielle.

Dans bien des pays, les transferts de fonds de la diaspora représentent

désormais des montants équivalents ou même supérieurs à ceux de l'aide publique au développement. La Banque mondiale estime à une cinquantaine de milliards de

dollars la part captée par les économies d'Afrique subsaharienne.

Mais cette manne est trop peu dirigée vers le secteur privé et l'investissement productif. La sécurisation et la rationalisation du cadre de ces transferts de fonds permettraient d'augmenter leur volume, et d'en faire un levier du développement économique de l'Afrique. Certains États se sont déjà penchés sur le sujet. Par exemple, le Maroc met actuellement en place une nouvelle plateforme destinée aux investisseurs de la diaspora.

Alors que la France vient de prendre l'engagement historique d'allouer 0,7 % de son PNB à l'aide publique au développement, la redéfinition des plans de financement des économies africaines est une ardente obligation. Les nouvelles stratégies à imaginer doivent être partenariales et innovantes pour prétendre avoir un impact durable sur le continent. Le Sommet du 18 mai organisé sous l'égide de la France sera le lieu pour prendre des engagements concrets et ambitieux. Il peut être l'occasion de sceller enfin un véritable « *New Deal* » avec l'Afrique »

Marie Alfred Ngoma

## DIPLOMATIE

## Sauver l'Afrique d'une paralysie économique

**Une trentaine de dirigeants africains et européens étaient réunis le 18 mai à Paris, avec les grandes organisations économiques internationales, à l'initiative de leur homologue français, Emmanuel Macron, pour tenter de sauver l'Afrique de la paralysie financière qui la menace après la Covid-19.**

L'idée du sommet est née des prévisions du Fonds monétaire international (FMI), selon lesquelles l'Afrique risquait de se heurter à un déficit de financement de 290 milliards de dollars d'ici 2023. La rencontre de Paris, sous la houlette du président de la République française, a rassemblé une trentaine de dirigeants africains et européens et des institutions financières internationales, avec deux sujets pivots : Le financement et le traitement de la dette publique et le secteur privé africain. Face à une situation préoccupante, dès cette année, 39 millions d'Africains pourraient tomber dans l'extrême pauvreté. Pour la Banque africaine de développement, il y a urgence à agir et à mettre en place une stratégie économique. Si l'Afrique fait figure de continent relativement épargné sur le plan sanitaire pendant la Covid-19 (seulement 130 000 morts), sur un total mondial de près de 3,4 millions de décès, le continent est dans une situation financière extrêmement préoccupante. La croissance économique du continent a connu

sa première récession en un demi-siècle en 2020 à cause de la pandémie. Elle devrait rebondir de 3,4 % en 2021 et de 4 % en 2022. Le moratoire mis en place en avril 2020 a permis de donner un peu d'air aux pays africains les plus endettés. Mais cela ne suffira pas. Sur le plan économique, le continent subit de plein fouet le ralentissement commercial et financier mondial. D'autant plus qu'à la différence de l'Europe ou des Etats-Unis, l'Afrique n'a pas bénéficié de plans de relance chiffrés. « *Le choc économique y est plus fort qu'ailleurs, parce que l'économie africaine est très dépendante des échanges extérieurs et le choc de la pandémie la frappe encore plus que d'autres. Les besoins de financement de l'Afrique sont estimés à 400 milliards de dollars, selon le FMI, ce qui est très important* », selon l'Elysée. Le président Macron défend la mise en œuvre d'un « New deal » comme en son temps en Europe pour contrer les effets de crise de 1929. Ce qui s'était traduit notamment par

l'injection de crédits supplémentaires et d'un moratoire sur les dettes.

De leur côté, les pays africains réclament un moratoire immédiat sur le service de toutes les dettes extérieures, jusqu'à la fin de la pandémie et une sanctuarisation de l'aide au développement. Ils exhortent le FMI à attribuer des Droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays africains pour leur fournir les liquidités indispensables à l'achat de produits de base et de matériel médical essentiel. Des « DTS » convertibles en devises par les pays qui en ont besoin sans créer de dette supplémentaire. Le principe d'une émission globale de DTS de 650 milliards de dollars semble acquis après le quitus des Etats-Unis. De ce montant, seulement 34 milliards de dollars seront alloués aux pays africains. Dans une tribune collective publiée sur le site de Franceinfo, sept chefs d'Etat africains (Angola, Burkina Faso, Ghana, Niger, Nigeria, République du Congo et Soudan) ont proposé que 25 % des Droits de tirage spéciaux (DTS) y soient réaffectés, soit 162 milliards de dollars. « *Nous devons aussi mettre en place au niveau régional des filets de sécurité pour faire face aux crises comme celle de la Covid-19. « Nous ne sommes pas pré-*

*parés comme en Europe* », a rappelé Félix Tshisekedi.

### Renforcer les investissements privés

Paris entend mobiliser l'investissement privé pour financer les besoins de développement d'un continent qui aspire à sortir de la logique de l'assistance. Pour l'Afrique, il faut résoudre l'équation du coût du financement pour les entreprises africaines, notamment leurs taux d'intérêt parfois exorbitants, ce qui freine le développement du secteur privé et exclut du crédit des millions de PME. Ces discussions devraient se poursuivre avec une série de rencontres internationales dans les prochains mois et notamment lors du G20 en octobre. L'accent devait donc être mis sur le financement du secteur privé. Les PME et très petites entreprises africaines, étant le moteur de la croissance en Afrique.

Sur le volet financement, les États occidentaux ont promis de soutenir une « reconstitution ambitieuse » de l'enveloppe de l'AID, l'institution de la Banque mondiale dédiée aux pays les plus pauvres de la planète. La France vise 90 milliards de dollars, mais il n'y a pas encore d'accord politique. Le président de la Banque mondiale, David

Malpass, compte mobiliser 150 milliards de dollars en plus, d'ici cinq ans. Une large proportion sera octroyée via des subventions et des prêts de long terme, à taux zéro. Pour doper le secteur privé, l'objectif retenu serait de « *développer une Alliance pour l'entrepreneuriat* », en mobilisant tous les partenaires privé et public, en particulier les banques de développement, en s'appuyant sur des instruments innovants, a-t-il souligné.

À l'issue du sommet, le président Emmanuel Macron a tenu une conférence de presse conjointe avec ses homologues de la République démocratique du Congo et président de l'Union africaine, Félix Tshisekedi Tshilombo, du Sénégal, Macky Sall, et la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

Il a plaidé pour que l'Afrique puisse disposer au final de l'équivalent de 100 milliards de dollars, lors de la prochaine allocation de DTS du FMI. Ce qui impliquerait un transfert de 65 milliards de dollars de la part des pays occidentaux sur leur propre allocation, via divers fonds du FMI. Or les besoins de financement de la seule Afrique de l'ouest, sont estimés autour de 200 milliards de dollars sur cinq ans.

.. Noël Ndong

## SECTEUR PRIVÉ

## Un financement pour soutenir 100.000 entreprises

**L'agence de développement de l'Union africaine-Nepad (AUDA-NEPAD) et le groupe Ecobank vont lancer, dès le 27 mai prochain, le volet financement de l'initiative « 100.000 Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) » en Afrique.**

Le programme « 100 000 MPME » vise à renforcer les capacités de 100 000 entreprises en Afrique par le biais de formations à l'entrepreneuriat et aux affaires, en vue d'améliorer l'accès aux financements et aux nouveaux marchés, tout en créant des réseaux de soutien et d'incubation pour favoriser leur réussite.

Suite à la réussite du lancement de l'académie des MPME, « nous passons maintenant au volet du financement de ces MPME. Nous serons heureux de soutenir les entreprises qui auront

suivi avec succès ce programme de formation et qui répondront aux critères leur permettant de bénéficier d'un financement », a précisé Josephine Anan-Ankomah, directrice de la Banque commerciale du groupe Ecobank.

Lancé par l'AUDA-NEPAD, ce programme permettra d'accélérer la transformation économique de l'Afrique, développer les compétences nécessaires et renforcer la résilience face au choc économique provoqué par la pandémie mondiale.

« *Partout dans le monde,*

*les MPME sont le principal moteur d'innovation, de transformation sociale, de développement et de croissance économiques. L'AUDA-NEPAD a la conviction que la transformation structurelle de l'Afrique sera menée par les entreprises et les innovations dirigées par les jeunes et les femmes* », a affirmé Amine Idriss Adoum, directeur de la mise en œuvre et de la coordination des programmes à l'AUDA-NEPAD. L'AUDA-NEPAD et le Groupe Ecobank ont annoncé leur collaboration en mai 2020, en privilégiant trois axes pour aider les MPME à surmonter les répercussions économiques dévastatrices de la Covid-19 : l'Académie,

le financement et les marchés des MPME. L'Académie des MPME a été lancée en août 2020 dans huit pays. Les deux institutions vont à présent se consacrer au financement des MPME dans ces mêmes pays, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, le Tchad et le Togo. Une somme totale de deux millions de dollars sera accordée sous forme de fonds de roulement aux bénéficiaires qui répondent aux critères établis dans les huit pays de cette première phase.

« *Après une année (2020) sans précédent, l'impact de la Covid-19 continue de se faire sentir au sein des économies africaines. Il est urgent de soutenir les entreprises MPME, le socle*

*de nos économies* », a déclaré Josephine Anan-Ankomah.

La phase de financement a pour, entre autres objectifs de : étendre la portée de l'initiative « 100.000 MPME » aux jeunes du continent; créer une base de données pour améliorer les recommandations politiques à l'intention des organes de décision de l'Union africaine et permettre un dialogue ascendant avec les jeunes femmes entrepreneurs.

Notons que les inscriptions sont ouvertes sur Ecobank.com/msmefinance pour les MPME désirant suivre la formation. La date de clôture des inscriptions est fixée au 21 mai 2021.

Josiane Mambou Loukoula



## SOMMET DE PARIS

## Faure Gnassingbé pour le financement du secteur privé

**Au sommet sur le financement des économies africaines, le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a planché le 18 mai, sur l'amélioration des conditions de financement du secteur privé africain.**

La rencontre de Paris a permis d'échanger autour des conditions du soutien financier massif, dont doit bénéficier le continent africain pour surmonter le choc de la pandémie et poser les bases d'une relance économique durable et endogène.

« Le financement soutenable des économies est une question d'importance et la question de l'appui au secteur privé africain l'est davantage encore. Le secteur privé est, en effet, le véritable moteur de

création d'emplois et de richesses. Il n'y aura pas de relance forte sans l'amélioration des conditions de financement, en Afrique et à l'international, du secteur privé africain », a déclaré le président togolais.

Avec un taux de croissance relevé à 1,8 % pour 2020, le Togo affiche une forte résistance au choc de la Covid et une résilience propre à accélérer la relance post-pandémie. « Le Togo s'est montré efficace dans la gestion de la crise. Nous avons discu-

té des efforts tangibles fournis par le gouvernement en apportant de l'aide aux populations. Nous avons également évoqué notre soutien financier significatif pour la République togolaise au cours de cette crise et surtout pour le retour à la normale », a soutenu Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international.

Pour Faure Essozimna Gnassingbé, « ce sommet est l'occasion d'apporter une réponse ambitieuse et coordonnée au choc qui a frappé les économies du continent africain. Cette mobilisation est à l'image de l'interdépendance entre toutes les parties du monde : la résilience des écono-

mies d'Afrique est dans l'intérêt de tous », saluant l'initiative du président Emmanuel Macron, qui a réuni les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les institutions financières internationales.

Et d'ajouter : « Au-delà des aspects conjoncturels, le présent sommet vise à poser les bases d'un nouveau cycle de croissance en Afrique, qui sera un relais nécessaire pour l'ensemble de l'économie mondiale. L'enjeu est donc de travailler à ce nouveau partenariat pour consolider notre développement commun. » Sur invitation du président du Conseil européen, Charles

Michel, le président de togolais se rendra ensuite à Bruxelles, où sera discuté le renforcement du partenariat entre l'Union européenne et le Togo en matière économique, politique et commerciale. Le Togo joue un rôle prépondérant dans la redynamisation des relations entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne. Reconnu pour son engagement ayant abouti aux « Conventions de Lomé », le Togo a coordonné les activités du Groupe, lors de la négociation des nouveaux accords post-Cotonou.

Josiane Mambou Loukoula

## DIPLOMATIE/COVID-19

## L'Afrique appelle à produire les vaccins en terre africaine et à la co-construction avec le reste du monde

**Le président français Emmanuel Macron a réuni, le 18 mai, la communauté internationale à Paris, pour évoquer la relance des économies africaines, affectées par la crise sanitaire, la crise économique et la dette. A l'issue du sommet, s'est tenue une conférence de presse conjointe avec respectivement le président de la République démocratique du Congo (RDC) Félix Tshisekedi, président en exercice de l'Union africaine (UA), le président du Sénégal Macky Sall, et la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva.**

Des promesses ont été faites pour aider l'Afrique sur le plan sanitaire, et pour l'aider à relancer son économie, mais sans réel engagement financier.

## Volet sanitaire

Le chef de l'Etat français a annoncé une forte demande des pays africains, occidentaux et des institutions internationales à lever les brevets des vaccins contre la covid-19 pour permettre la production de vaccins en sol africain. « Nous soutenons les transferts de technologie et un travail qui a été demandé à l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce et Medicines Patent Pool de lever toutes les contraintes en termes de propriété intellectuelle qui bloquent la production de quelque type de vaccins que ce soit », a déclaré Emmanuel Macron devant la presse à l'issue de la conférence. Il a souligné que les participants avaient décidé une « initiative très forte pour produire massivement des vaccins en Afrique », avec en particulier des « financements de la Banque mondiale ». Compte tenu de l'urgence, les participants avaient convenu de « pousser l'ambition de Covax (organisation de distribution de vaccins aux pays pauvres) de 20% à 40% de personnes vaccinées en Afrique ».

Pour le président sénégalais,

ce qui pourrait changer l'attitude des Africains. Il a aussi dénoncé « le travail de sape des réseaux sociaux qui diabolisent la vaccination ».

## Sur le volet financier :

Le FMI a souligné un manque de 300 milliards de dollars pour

ternationale s'est accordée sur le principe d'une émission globale de DTS de 650 milliards de dollars, dont 33 milliards doivent revenir mécaniquement à l'Afrique. Pour le président français, « c'est trop peu ». Il a appelé les pays riches à allouer aux pays africains une bonne partie de leurs

pense depuis la pandémie. Si un moratoire a permis de donner un bol d'air aux pays les plus endettés, la prochaine étape consisterait à effacer une partie des créances, dans une démarche coordonnée, sous l'égide du G20. Macky Sall et Félix Tshisekedi ont insisté sur la nécessité de soutenir le secteur privé africain, et de sortir d'une logique d'assistance publique internationale conditionnée à de dures réformes. Macky Sall a en particulier dénoncé le cadre « convenu » des contraintes budgétaires imposées aux pays africains, qui brident leur capacité d'investissement. Et appelé à passer d'une logique d'assistance à une dynamique de « co-construction » entre le continent et le reste de la communauté internationale.

Félix Tshisekedi a plaidé en faveur de la jeunesse africaine. Il s'est proposé d'organiser la première « Alliance pour l'entrepreneuriat » à Kinshasa durant sa présidence à la tête l'UA. « L'espoir de l'Afrique est dans sa jeunesse mais cela dépendra des dirigeants africains », a-t-il déclaré.

## Les enseignements de la crise

Pour Kristalina Georgieva les crises économiques ne sont pas très différentes des hommes. « Des gens qui ont des systèmes immunitaires faibles ont été dévastés par la Covid-19. Les économies qui ont des fondamentaux faibles sont laminées par les crises économiques. Si vous avez de bons fondamentaux, vous devez être capable de résister aux chocs », a-t-elle conclu.

Noël Ndong



Kristalina Georgieva (FMI), Emmanuel Macron (France), Felix Tshisekedi (RDC) et Macky Sall (Sénégal)/DR. Ludovic Marin/AFP

Macky Sall, les campagnes de vaccination menées dans les pays industrialisés ne garantissent « absolument pas la sécurité sanitaire ». Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, président en exercice de l'UA, a souligné que le grand enjeu est de convaincre les populations africaines. Il a mis en garde contre le risque de développement de variants extrêmement résistants, et l'inquiétude d'un « vaccin qui vient d'ailleurs », justifiant une production du vaccin en Afrique,

l'Afrique qui a besoin d'investissements massifs pour enrayer la pauvreté, développer les infrastructures, affronter le changement climatique et la menace djihadiste. Aucun engagement ferme, mais des promesses d'engager des discussions autour des « Droits de tirage spéciaux (DTS) » du Fonds monétaire international, ont été mis. Ces DTS pourront être convertis en devises et dépensés, sans générer de dette. Emmanuel Macron a indiqué que la communauté in-

DTS, comme s'engage à le faire la France, pour atteindre un total de 100 milliards de dollars. Evoquant « un gros travail technique à faire », il a dit espérer un « accord politique » au sujet des DTS soit au prochain sommet du G7, soit à celui du G20, soit entre juin et octobre. La France souhaite par ailleurs ouvrir la discussion sur une mobilisation des réserves d'or du FMI.

## Sur la dette

La dette des pays africains ex-

UNICEF

# La directrice générale annonce la livraison de doses de vaccins

La directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore, a indiqué le 17 mai, dans un communiqué de presse que « le mécanisme Covax », système mondial d'équité vaccinale contre la Covid-19, livrera la soixante cinquième millionième dose dans les jours à venir.

Le mécanisme aurait dû en livrer au moins cent soixante-dix millions poursuit le communiqué, ajoutant que c'est maintenant qu'il faut faire un don des surplus de doses.

Henrietta Fore a souligné que quand les dirigeants des pays du G7 se réuniront au Royaume-Uni le mois prochain, et qu'une deuxième vague mortelle de Covid-19 continuera probablement de se propager en Inde et dans bon nombre de pays voisins de l'Asie du Sud, ce retard sera de près de cent quatre dix millions de doses.

« Nous avons lancé de multiples avertissements sur ce qui risquait d'arriver si l'on baissait la garde et ne donnait pas au pays à revenu faible ou intermédiaire un accès équitable aux vaccins, aux tests de diagnostic aux traitements. Nous craignons

que cette flambée mortelle de cas en Inde annonce ce qui se passera si ces avertissements restent sans réponse. La situation en Inde est tragique mais n'a malheureusement rien d'unique », a-t-elle déclaré.

Elle a regretté le nombre de cas qui s'augmente et les difficultés que rencontrent les systèmes de santé des pays voisins comme le Népad, le Sri Lanka et les Maldives ou lointains comme l'Argentine et le Brésil. A cet effet, les conséquences seront incalculables sur les enfants et les familles.

« Plus le virus continuera à se propager de façon incontrôlée, plus le risque de voir apparaître des variants plus mortels ou plus contagieux sera élevé. Le moyen le plus évident de sortir de cette pandémie est de distribuer à l'échelle mondiale et de fa-



Henrietta Fore

çon équitable des vaccins, des tests de diagnostic et des traitements Covax qui est dirigé par l'Organisation mondiale de la santé... », a indiqué le communiqué de l'Unicef.

La situation en Inde, pays qui est un centre international de production de vaccins, a entre autres pour conséquences à l'échelle de réduire considérablement la quantité de vaccins dont dispose Covax. Du fait de la forte hausse de la demande

nationale Covax ne peut bénéficier des 140 millions de doses qui devaient initialement être distribuées jusqu'en fin mai à des pays à revenu faible ou intermédiaire. Cinquante millions de doses supplémentaires vont probablement manquer en juin. Une mesure palliative d'urgence pourrait être prise lors de la réunion des dirigeants des pays du G7 le mois prochain. D'après la nouvelle analyse de données réalisées par Airfinity, le centre de recherche de sciences de la vie et commandée par le Comité national du Royaume-Uni pour l'Unicef, les pays du G7 et le groupe « Equipe Europe » d'Etats membres de l'Union européenne pourraient faire don d'environ cent cinquante-trois millions de doses de vaccins en ne cédant que 20% des quantités dont ils disposeront en juin, juillet et août.

« Si certains membres du G7 disposent de plus grandes quantités que d'autres ou sont parvenus à un stade plus avancé de leur vaccination

nationale, s'engager collectivement et immédiatement à mettre en commun les surplus de doses et à répartir les responsabilités permettrait d'aider des pays vulnérables à ne pas devenir un prochain foyer de la pandémie », a fait savoir Henrietta Fore.

Elle a indiqué que la course mondiale pour la vaccination sera gagnée quand les Etats membres établiront des plans durables de financement et d'approvisionnement intégral du mécanisme de garantie de marché de Covax, tout en appuyant l'expansion des capacités de production des vaccins, notamment au moyen du transfert proactif de licences de propriété intellectuelle et de technologie ; ces mesures sont essentielles mais ne changeront rien du jour au lendemain. Le partage immédiat du surplus de doses disponible est une mesure palliative d'urgence minimale et essentielle.

Lydie Gisèle Oko

## PATRIMOINE CULTUREL ET IMMATERIEL DE L'HUMANITÉ

# Un colloque international prévu à Brazzaville sur la rumba congolaise

La réunion du Comité scientifique pour l'inscription de la rumba congolaise sur la liste du patrimoine culturel de l'humanité, conduite par le Pr Joachim Emmanuel Goma-Thethet, avec le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, s'est déroulée le 18 mai à Brazzaville. Objectif : s'enquérir de l'évolution de ce dossier.

De prime à bord, les membres du Comité scientifique ont tenu à féliciter le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, pour sa reconduction. Ils ont statué ensuite sur le dossier de l'inscription de la rumba au patrimoine culturel immatériel de l'humanité dont la réunion de son inscription est prévue du 15 au 19 décembre de cette année au Sri Lanka. « Pour nous ça été une très grande joie qu'il ait été reconduit, parce que depuis 2020 c'est lui qui conduit avec dextérité le dossier de l'inscription de la rumba au patrimoine culturel immatériel de l'humanité avec son collègue de la République démocratique du Congo (RDC). Nous acheminons vers l'inscription de cet élément culturel sur la liste du patrimoine culturel et immatériel de l'humanité. Nous avons fait donc le point de ce qui a été fait et ce qui reste à faire », a déclaré le Pr Joachim Emmanuel Goma-Thethet.

Quant à ce qui reste à faire,

le président du Comité scientifique de la rumba Congo-Brazzaville pense qu'il y a encore un certain nombre des choses à faire avant cette inscription définitive. La première des choses, dit-il, c'est la visibilité d'un certain nombre d'activités qu'ils vont mener d'ici-là. Pour ce faire, la toute première activité c'est le Colloque international qu'ils entendent organiser d'ici un mois sur la rumba congolaise. Ce colloque va se faire avec leurs collègues de la RDC. Ces derniers avaient déjà organisé l'année dernière un colloque à caractère technique qui avait pour objectif de dégager tous les éléments qui étaient nécessaires pour l'inscription de la rumba sur la liste de l'Unesco. Ceci à la différence du colloque qui sera organisé bientôt à Brazzaville et qui portera plus sur les données historiques, les fondements de la rumba, les problèmes d'extension de la rumba



Le ministre de la Culture et des Arts posant avec les membres du Comité scientifique (crédit photo/DR)

dans le monde, et enfin les perspectives de la rumba. Le ministre de la Culture et des Arts a expliqué à la presse l'objectif de cette séance de travail. « La République du Congo et la RDC ont soumis à l'Unesco l'inscription de la rumba sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Il s'agit là du patrimoine immatériel. Il y a un comité scientifique qui a été mis en place et ce comité

s'est retrouvé aujourd'hui pour regarder comment évolue ce dossier; parce qu'au mois de décembre de l'année en cours, le comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel va examiner la candidature de la rumba. C'est ça l'objet de la réunion d'aujourd'hui », a déclaré le ministre.

Outre le dossier de l'inscription de la rumba au patrimoine culturel et immatériel

de l'humanité, Dieudonné Moyongo a indiqué que son département ministériel a plusieurs défis à relever. Déjà, il est confronté au problème de formation. Depuis deux à trois ans, a-t-il annoncé, il y a une commission juridique qui a été mise en place pour réviser le cadre juridique de ce département ministériel.

Bruno Okokana

## EXÉCUTIF

# Le gouvernement conscient de l'immensité de sa mission

Le premier conseil de cabinet de la nouvelle équipe gouvernementale tenu le 19 mai à la Primature, a été une occasion pour le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, de rappeler les devoirs de chaque ministre.

A l'issue de cette réunion de prise de contact, quelques membres du gouvernement ont donné leurs impressions. C'est le cas de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel Adouki.

« Monsieur le Premier mi-

rel où j'évolue depuis 32 ans. Il s'agit pour nous aujourd'hui d'apporter des réponses à la demande sociale dans nos différents secteurs d'activités. Je suis consciente de participer à une œuvre grandiose, collective et nous serons jugés aux résultats », a-t-elle dit.

De son côté, le ministre de l'Energie et l'Hydraulique, Honoré Sayi a confié : « Je l'ai dit publiquement que je suis au service de la République. Ce que j'ai pu faire à ce premier conseil de cabinet, me mettant au service



Edith Delphine Emmanuel Adouki

nistre, chef du gouvernement a pris la peine de nous rappeler les devoirs qui sont les nôtres. Il s'agit pour nous d'aller dans le sens de l'exécution des engagements pris par le chef de l'Etat et pour cela nous avons une obligation des résultats. Je suis professeure d'université, donc je suis dans mon milieu natu-



Honoré Sayi

pour l'intérêt général, c'est d'y avoir apporté à la fois ma ponctualité physique et ma ponctualité morale ».

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire,



Anatole Collinet Makosso présidant le conseil de cabinet Primature

secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Luc Mouthou s'est exprimé



Jean-Luc Mouthou

sur l'organisation des examens d'Etat. « Nous sommes de la maison, nous sommes des routiniers et nous avons cette habitude d'organiser les examens d'Etat et d'en donner les résultats en temps voulu. Donc, il n'y a pas de raison que ce ne soit pas la même chose cette année. C'est un département qui nous est familier parce qu'il touche à la vie de toutes les familles sur le plan national. C'est une opportunité réelle pour moi... », a-t-il renchéri.

La ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de

la femme au développement, Inès Nefer Ingani a déclaré : « Mes sentiments sont les meilleurs pour la confiance que le président de la République m'a refaite et nous espérons tout simplement faire de notre mieux pour être à la hauteur des attentes. »

Elevé au poste de ministre d'Etat, ministre des Affaires foncières et du domaine public, Pierre Mabiala pense, quant à lui, que la priorité reste « le travail au bout duquel il faut le résultat ».

Parfait Wilfried Douniama

## CÉMAC

## Les États membres veulent accélérer les réformes monétaires

A l'issue des rencontres de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac), tenues les 18 et 19 mai par visioconférence, les ministres de l'Économie et des Finances ont insisté sur la mise en œuvre des réformes dans leurs pays, en vue de l'exécution des programmes de deuxième génération axés sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

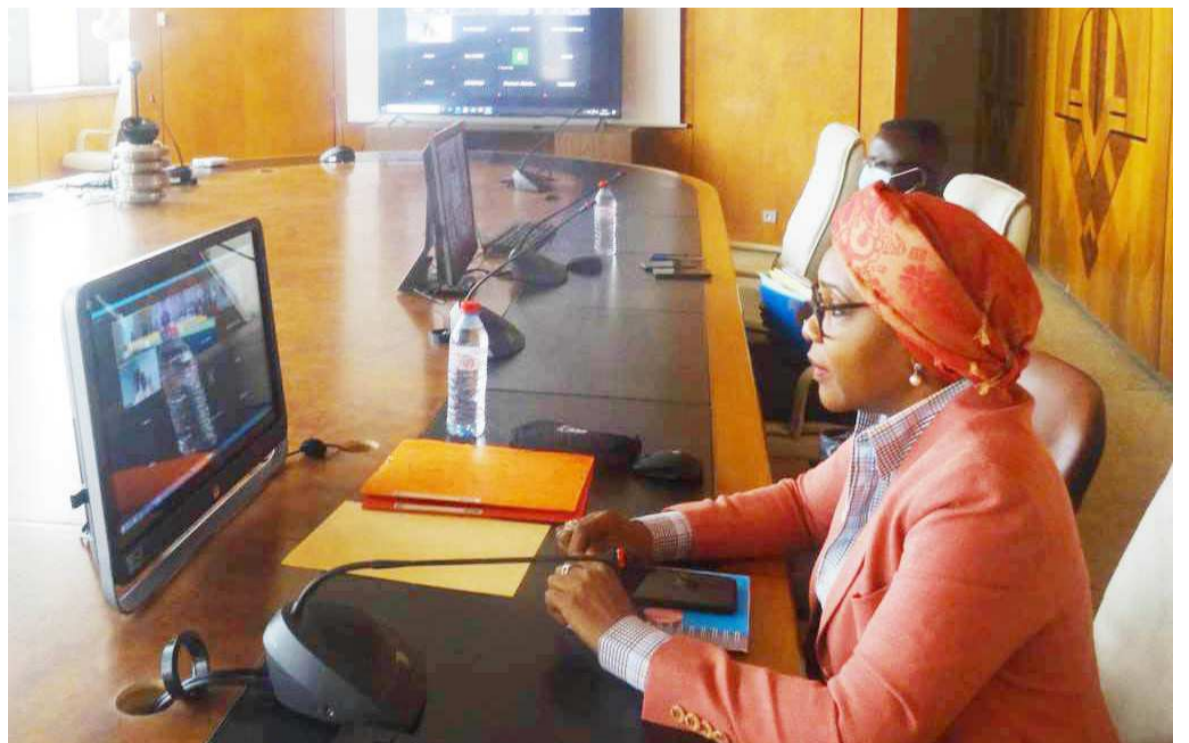
« La plupart des Etats de l'Afrique centrale ont déjà terminé leurs premiers programmes. Ils doivent basculer dans un second et c'est à ce moment-là qu'il faut de nouveau regarder qu'elle serait donc les réformes que chacun de ces Etats devrait mettre en œuvre », a indiqué la ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, en présence du ministre délégué en charge du Budget, Ludovic Ngatsé.

Elle a fait savoir que ces sessions ont permis de passer en revue la situation économique et financière de la sous-région en 2020 ; d'échanger sur les perspectives de l'année 2021 et la situation des réserves de

change, de même que le rapatriement des devises, le suivi des programmes économiques et financiers avec le Fonds monétaire international (FMI).

D'autres points ont été abordés par le comité ministériel de l'Umac, à savoir les conclusions de l'analyse faite par la banque centrale, les propositions du FMI, de la Banque mondiale en termes de réformes économiques et financières qu'il faudrait que chacun des Etats de la CEMAC mettent en œuvre dans le cadre du programme de deuxième génération.

« Ce comité a eu à l'ordre du jour la ratification des comptes de la Banque des Etats de l'Afrique centrale. Il a également été question de faire un plan comptable de



Les deux ministres en visioconférence Adiac

la situation de notre institut d'émission qui se porte très bien puisque ces fonds ont été consolidés par des résultats bénéfiques », a souligné Ingrid

Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ajoutant que le nouveau gouvernement mis en place au Congo intègre la dynamique des réformes économiques et

financières de la sous-région.

Fiacre Kombo  
et Gloria Imelda Lossele

## INTÉGRATION RÉGIONALE

# La deuxième phase du corridor Libreville-Brazzaville confrontée aux difficultés

**Les accords de prêts relatifs au financement du projet de construction des tronçons manquants de la route Ndéndé-Dolisie, du corridor Libreville-Brazzaville, ont déjà été finalisés. Cependant, la mise en œuvre effective prend du retard pour des raisons financières.**

Le Gabon a modifié l'état de priorité de ses projets, la question des postes frontières conjoints ou séparés demeure également pendante. Le gouvernement congolais, de son côté, n'a pas encore soumis la requête de financement à la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). L'institution financière reste par ailleurs, dans l'attente de la documentation technique en rapport avec le projet.

C'est ce qui ressort du rapport 2020 du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique (Pref-Cémac), présenté par son secrétaire

permanent, Djiena Wembou, le 18 mai à Brazzaville.

Compte tenu de l'importance du projet pour l'intégration régionale, quelques recommandations ont été formulées à l'endroit des deux pays concernés. Il s'agit pour le Gabon de reconsidérer la priorisation des projets nationaux. La République du Congo devra, pour sa part, mettre tout en œuvre pour faire aboutir les discussions avec le Fonds monétaire international sur le programme en cours, afin de disposer de la marge nécessaire pour obtenir des prêts pour la phase II du projet.

Le Congo devra également envisager l'envoi d'une re-



quête de financement du projet à la BDEAC. Le Préf-Cémac devra quant à lui, reprendre le dialogue avec les autorités gabonaises sur la phase I en vue de les encourager à saisir l'opportu-

rité de la relance de l'exécution de ce projet, conformément à leur engagement au profit de la construction de l'intégration sous régionale. Rappelons que le premier tronçon de la route Nden-

*Vue de la route Congo-Gabon (première phase) dé (Gabon)-Dolisie (Congo) d'une longueur de 285 km, a été réalisé grâce à un prêt de la Banque africaine de développement évalué à plus de 163 milliards FCFA.*

**Lopelle Mboussa Gassia**

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

# Une étude menée au Congo prône l'agriculture climato-intelligente

**Les résultats de l'étude sur le Programme d'utilisation durable des terres (PUDT) ont été présentés le 19 mai à Brazzaville. Supervisé par l'Agence française de développement (AFD), le nouveau programme encourage les activités agricoles sans risque de déforestation et d'atteinte aux droits fonciers traditionnels, en réduisant l'impact des activités minières sur les forêts.**

L'idée du PUDT fait suite à la lettre d'intention sur l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) signée en septembre 2019 par le président congolais Denis Sassou N'Gusso et son homologue français Emmanuel Macron. L'initiative des deux chefs d'État est destinée à lutter contre la pauvreté et le changement climatique, à permettre l'élaboration d'une politique d'aménagement du territoire dans une optique d'affectation et d'utilisation durables des terres.

Au cours de la rencontre élargie, ayant regroupé les représentants des treize ministères concernés par la question de l'aménagement du territoire, des acteurs du secteur privé, des organisations de la société civile, l'AFD et ses experts ont présenté les conclusions de leur travail de terrain, notamment



*Les participants à l'atelier/Adiac*

sur le premier document relatif aux grandes orientations du programme et le second concernant les activités de développement agricole et agroforestier.

Les deux phases de ce programme correspondant à un

montant de 28,6 milliards FCFA, grâce à un financement de CAFI de près de 19 milliards FCFA et l'AFD qui apporte 9,8 milliards FCFA. « À travers le programme que nous envisageons de finaliser, de soumettre aux

*autorités congolaises et au conseil d'administration de CAFI cette année, nos engagements rejoignent*

*pour protéger la biodiversité et les populations qui en dépendent », a laissé entendre Ghislain Jilaly, responsable équipe projet de l'AFD.*

Les experts recommandent pour cela au Congo de renfor-

cer le cadre juridique national en vue d'encourager les investissements agricoles et de faciliter la reconnaissance des terres dans la loi foncière actuelle ; de réfléchir aux modèles agricoles qu'il veut promouvoir ainsi que la stratégie envisagée pour leur mise en œuvre ; de mettre en place des coopératives agricoles afin d'avoir des interlocuteurs fiables ; de sédentariser les agriculteurs grâce à la formation technique, les apports en intrants...

Sur la gestion des terres, par exemple, les experts insistent sur la création d'un cadre de dialogue permanent entre les parties prenantes, la nécessité de vulgariser la loi et les règlements en vigueur, le partage d'informations à tous les niveaux, l'harmonisation des textes pour réduire les conflits de superposition d'usage. En matière de la gestion des tourbières, les experts proposent de mener de nouvelles études pour finaliser un zonage précis de la zone de tourbières.

**Fiacre Kombo**

## TRIBUNE LIBRE

## Soutenabilité de la dette africaine: vers un new deal?

Réunis à Paris du 17 au 18 mai 2021, plus de 15 dirigeants africains, leurs partenaires européens et les représentants d'organisations internationales ont cherché à améliorer la soutenabilité de la dette africaine par la signature des partenaires, les nouvelles levées de fonds et l'orientation des ressources vers les secteurs sociaux et de développement. Pour cause :

1) Les économies africaines sont en forte récession liée à la pandémie de la Covid-19, à la chute des cours des matières premières et au mauvais financement. Si l'Afrique ne connaît que 130 000 morts liés à la Covid-19 depuis décembre 2019 contre 3,4 millions dans le monde, son PIB chutera de 2,1 % en 2021 à cause du choc de cette pandémie.

La baisse du prix du baril du pétrole de 50 % et des métaux industriels 11% plongent le continent dans la première récession depuis 25 ans, aggravant son endettement. Ce dernier qui est déjà passé de 37 % du PIB en 2012 à 62 % du PIB en 2019 (AFD, 2021) provoquera un besoin de financement de 350 Mds d'ici 2024. Le sommet de Paris couvre ce besoin par 100 Mds \$ sur les 650 Mds \$ de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), principal instrument de change qui alimente les balances des paiements et facilite les importations des pays endettés.

2) La dette africaine est toxique : la dette africaine exerce un effet de massue sur les ressources propres des économies. De 16,3 Mds \$ à la fin des années 1960, la dette publique africaine a atteint les 650 Mds \$ en 2010 contre 1 400 Mds \$ en 2019. La Chine en détient 48 %, les Traders 20 %, les investisseurs privés 15 %, le FMI et la Banque mondiale 11% et le Club de Paris 6 %. Or, 82 % des échanges commerciaux de l'Afrique concernent la zone euro dans une politique axée sur une industrialisation dépendant de l'importation de machines et de technologies, exposant plus de 39 millions d'Africains à la pauvreté dès 2021.

Cependant, en 2019, 57 % des pays d'Afrique étaient en situation de risque élevé de surendettement quand ce taux n'était encore que de 21 % en 2014. Seulement 31,48% présentent un risque modéré. Parmi les pays très endettés, 73,68 % avaient bénéficié des initiatives d'annulation de dette mises en place au début des années 2000. Pour l'Institute of International Finance (IIF, 2021), la dette publique des pays développés est passée de 71 % du PIB en 2012 à 104 % du PIB en 2019. Les USA culminent à 129 % du PIB, la zone euro à 122,6 % quand l'Afrique n'atteint que 57 % du PIB.

3) La faible résilience des économies : l'Afrique francophone qui compte 25 pays est la partie la moins endettée du continent, avec un taux d'endettement global de 50,1 % du PIB, et de 44,1 % pour sa partie subsaharienne comprenant 22 pays. Son taux de croissance annuelle s'est donc établi à 3,5 % en moyenne en 2012 et 2020. Pour le reste du continent, le taux d'endettement s'est établi à 58,9 % pour l'Afrique non francophone et à 53,4 % pour sa partie subsaharienne avec une croissance annuelle respectivement de 2,8 % et 1,8 %.

Or, sur les marchés financiers, les économies africaines empruntent à des taux variables particulièrement élevés, liés à la combinaison dans les pays industrialisés prêteurs de capitaux d'une politique monétaire restrictive anti-inflationniste et de déficits budgétaires. Quand le Bénin emprunte à 6% sur 30 ans, le Congo emprunte à 7,5% sur 15 ans, l'Autriche n'emprunte qu'à 1% sur 100 ans.

Le service de la dette de l'Afrique est passé de 7 % des recettes budgétaires en moyenne entre 2012 et 2015 à 14 % des recettes budgétaires en moyenne entre 2015 et 2019. Sur les 57 Mds \$ prêtés par la Chine aux pays d'Afrique au sud du Sahara entre 2000 et 2014, seuls 28 % l'ont été à des taux concessionnels. Mais, les instruments comme la Facilité de réduction de la pauvreté et de la croissance du FMI, permettant de prêter à taux zéro sur du long terme, sont faiblement utilisés.

Le moratoire sur le service de la dette de 2020 du G20 a suspendu le paiement de 5,7 Mds d'intérêt au bénéfice de 46 pays, à l'échéance 2022-2024, libérant pour un court instant la marge de manœuvre financière des économies sur les 30 Mds d'intérêts dus en 2020 ; alors que l'Union africaine attend toujours l'annulation de toute la dette africaine.

Ainsi, le pari de la relance post-Covid-19 des économies africaines sans accroissement de la dette exige des mécanismes financiers particulièrement efficaces qui poussent aussi bien les dirigeants africains que leurs partenaires publics et privés vers plus de responsabilité dans un nouvel accord susceptible de promouvoir une dette vertueuse.

Emmanuel OKAMBA

Maitre de Conférences HDR en Sciences de Gestion,  
Maitre de Conférences HDR en Sciences de Gestion

## LUTTE CONTRE LA COVID-19

## Lauréate Mberi-Bigny appelle les journalistes à plus d'implication

L'administrateur maire de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou, Lauréate Mberi-Bigny, a lancé cet appel, le 18 mai, au cours d'une communication à l'endroit des journalistes des organes de presse de sa circonscription administrative.

Les journalistes ont été exhortés à initier des émissions pour mieux communiquer sur l'existence de cette pandémie, sur le respect des mesures barrières et sur l'importance du vaccin. Mission On leur a aussi confié la mission d'inviter la population à se faire vacciner au Centre

En vue de lutter contre la pandémie de co-



Une vue de la salle lors du point de presse/ crédit photo Adiac

vid-19, Lauréate Mberi-Bigny a initié une série d'activités pour mieux informer la population. C'est dans ce cadre qu'a été organisée la rencontre avec les journalistes évoluant dans les organes de presse basés dans l'arrondissement 2 Mvou-Mvou. La rencontre a eu comme objectif d'inviter les journalistes à plus d'implication dans la sensibilisation de la population pour une meilleure riposte, « Pour que, en tant que spécialistes de la communication, ils puissent expliquer à la populations que la covid-19 existe et elle tue », a-t-elle insisté.

de santé intégré de Mvou-Mvou. Pour Lauréate Mberi-Bigny, même cet arrondissement détient actuellement un des taux de contamination les plus faibles de la ville, des efforts doivent encore être fournis pour bouter la pandémie de cette circonscription administrative. « Nous devons tous oeuvrer pour éradiquer cette pandémie », a-t-elle conclu.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## FAC

## Evaluation de la mise en œuvre des recommandations de 2020

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), Guy Blanchard Okoï, a ouvert le 19 mai à Brazzaville un séminaire des commandants de formations et chefs de corps session 2021.



Les participants

Il est question de consolider les acquis et de préparer les conditions d'un meilleur exercice du commandement. Pendant trois jours, les participants à cette rencontre vont disposer d'outils adéquats et contrôlables à l'actualisation de leurs compétences.

Se référant aux orientations et aux instructions contenues dans la planification des activités des FAC en 2021, Guy Blanchard Okoï a estimé que les réflexions des participants « conduiront aux amendements ou propositions constructives ».

Les participants vont recevoir des personnes ressources extérieures outillées en lien avec le travail qu'ils auront à effectuer sur le terrain notamment sur les différents thèmes qui seront exposés. Le premier atelier sera orienté sur l'appréciation du niveau des appropriations. Les participants mettront en pratique au cours du deuxième atelier une méthodologie pratique qui devrait permettre sur la base de leurs

expériences de toucher du doigt ce que le chef d'état-major attend d'eux en tant qu'instructeurs en chef de leurs unités.

Le troisième atelier sera consacré à une série d'informations sur la base des exposés axés sur les questions d'actualité. Il sera aussi question de mettre à la disposition des apprenants des orientations du chef d'état-major général des FAC qui encadrent la planification des activités des FAC pour 2021.

Le commandant des écoles des FAC, Charles Victoire Batandi, a souligné que ce séminaire visait à évaluer de manière concrète les acquis des enseignements reçus par les chefs de corps en 2020 et à évaluer le niveau de mise en œuvre des engagements opérationnels dans le cadre de la gestion du matériel et des troupes sur le terrain.

Guillaume Ondze

**NÉCROLOGIE**

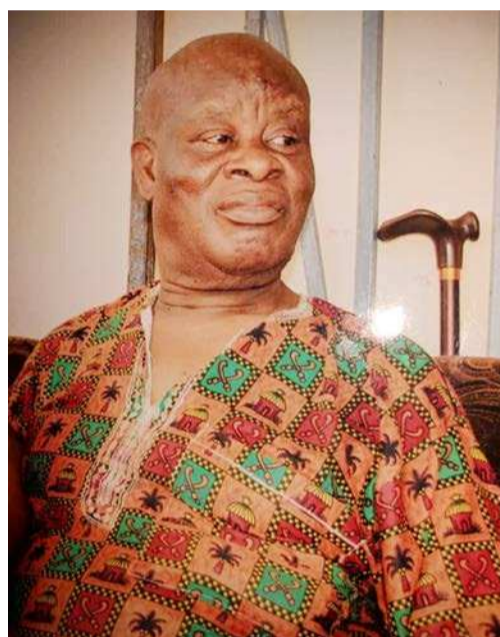
La famille Ndiki informe les parents, amis et connaissances de Brazzaville, Pointe-Noire et Makoua du décès de leur fils Barnadin Rhonel Ndiki, combattant à la Garde Républicaine (GR), survenu le 13 mai 2021, à Brazzaville.

Le deuil se tient au domicile familial n°6, rue Pierre Germain, quartier Kahounga. Référence : entre arrêt Garage sur la route Moukondo-CNRTV et lycée Thomas Sankara.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Monsieur Juste Peya, les familles Empilo, Maleke et Max Empilo ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère, sœur, tante et épouse Sylvie Koumono Maleke, survenu le 2 mai 2021, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 23 de la rue Bomitabas, Poto-Poto 2. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



La famille Kouendzé et les enfants ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur frère, oncle et père le docteur Jean Jacques Kouendzé survenu le 12 mai 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur la rue La vie sympathique au n°03, quartier Makabandilou.

Référence: arrêt de bus « Ecole Imma Ngankou ». Le Programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

M. Ayah Lopez et la famille Ayah ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, frère et oncle nommé Ludovic Ayah, survenu le 12 mai 2021 à Pointe-Noire.

La veillée se tient au quartier Loandjili, quartier Makayabou à Pointe-Noire. L'enterrement est prévu le samedi 22 mai 2021, à Pointe-Noire.



Anicet Ellion, Mbakissa Cherubin, Mutuelle les Amis Cahier et la famille Malonga ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur soeur Nina Armelle Malonga, survenu le 10 mai 2021, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 69 de la rue Zola, vers le marché Soukissa, quartier Moukondo (Ouenzé).

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

**PROGRAMME DES OBSÈQUES**

La famille Bolombo, le 2<sup>e</sup> vice président du Sénat Alphonse M'Bondo-Nesa, Mondzalet Faustin, la famille Kemeté Mélanie et les enfants Moundzalet ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances ainsi que les agents d'E2C du décès de leur fils, frère et père Moundzalet Didier Christian, survenu le 13 mai 2021, à l'hôpital des Armées Pierre Mobengo.

Programme des obsèques se présente comme suit :

Vendredi 21 mai 2021

- 9h30mn : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville;

- 11h00 : recueillement au salon VIP de ladite morgue;

- 12h00 : départ pour le cimetière privé de Bouka de Kintélé;

- 16h00 : fin de la cérémonie.

**CHANGEMENT DE NOM**

Je m'appelle Madame Mouélé Matsanga Tsimi Léticia, de nationalité congolaise.

Je désire dorénavant être appelé Gobal Mouélé Chimène Léticia.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition au changement de nom dans un délai de trois mois, à compter de cette publication.

La famille Monene, Raphael Maboundou à Paris en France, la veuve Jeanne Monene et Charlem Léa Itoua Legnoki, ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances de Pointe-Noire, Mossaka, Bombe et Brazzaville, du décès de leur fils, père, frère, époux et oncle, Daniel Monene, survenu le 9 mai, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur la rue Makabana au n°38 à Talangaï. L'inhumation aura lieu le 25 mai, à Brazzaville.



## RÉSIDENCE À L'AFRICA MUSEUM

# Les candidatures d'Afrique centrale fortement encouragées

Les artistes originaires d'Afrique centrale sont amplement plébiscités cette année, par le prochain programme de résidence à l'America museum, en Belgique. La date limite de candidature est prévue pour le 11 juin.

La résidence de création 2021 lancée par Africa museum est ouverte aux artistes musiciens, jour-

nalistes, architectes, ingénieurs. Ce programme s'adresse également aux personnes créatives

concernées par l'action humaine sur l'environnement, la biodiversité, les collections muséales.



La musique, l'une des disciplines éligibles à la résidence de création à l'America museum 2021/DR

Cofinancée par le programme « Europe créative » de l'Union européenne dans le cadre du projet « Taking care », cette offre de résidence artistique vise notamment à : proposer un nouveau regard et de nouvelles perspectives sur le secteur de l'écologie ; encourager la créativité au service des avancées environnementales, grâce aux collections et archives du musée ; contribuer à une meilleure compréhension des relations qui lient collections, environnement et populations, les communautés sources en priorité.

Selon Africa museum, l'objectif de ce programme est de renforcer concrètement l'échange et la diffusion d'informations, des savoirs et de confronter les regards, opinions, témoignages et analyses sur les questions d'histoire et de mémoires coloniales, de représentations et du statut du patrimoine culturel africain en Europe et en Afrique.

Pièces à fournir pour postuler : un curriculum vitae ; une lettre de motivation et la description du projet de résidence et du résultat

envisagé. Les candidatures étant à soumettre en ligne, au plus tard le 11 juin.

Durant la résidence, les lauréats auront, entre autres tâches, de tenir une communication ou participer à une table ronde dans le cadre du Museum talk. Aussi, de produire un résultat pouvant s'assimiler à une intervention à l'occasion d'une exposition permanente, d'une petite exposition, d'une installation/performance au musée ou encore la réalisation d'un outil ou un contenu multimédia.

Conscient des problèmes de mobilités des artistes dans plusieurs pays, Africa museum offrira aux résidents douze semaines de présence, à partir de septembre, un accès aux collections et archives d'America museum, comme lieu de coproduction de savoirs, la prise en charge des frais de transports, de logement, le paiement d'une allocation journalière et d'honoraires.

Notons que la résidence de création de cette année fera l'objet d'une convention.

Merveille Atipo

## JUDO

## Thierry Siteny Randrianasokoniaiko élu président de l'UAJ

Au terme du congrès de l'Union africaine de judo (UAJ), le 18 mai à Dakar au Sénégal, le Malgache Thierry Siteny a été choisi pour diriger la plus haute instance du judo africain.



Fin connaisseur du judo, le nouveau patron de l'UAJ a travaillé dans cette structure en qualité de vice-président lors du mandat écoulé.

Devenant le deuxième Malgache a dirigé une organisation continentale de sport après Ahmad Ahmad au football, Thierry Siteny Randrianasokoniaiko a bénéficié de quarante-deux voix sur cinquante et un, dominant ainsi son challenger, le Tchadien Abakar Djermah.

Après son élection, Thierry Siteny Randrianasokoniaiko a appelé toutes les fédérations nationales à la solidarité pour redorer l'image du judo africain dans toutes les structures. Il souhaite, en effet, lutter pour la participation massive des athlètes africains aux jeux olympiques de Paris en France et multiplier le nombre de compétitions de judo sur le continent africain.

L'homme qui conduira durant les quatre prochaines années ce sport de combat est, par ailleurs, président de la Fédération malgache de judo depuis 2009. Il est également à la tête du Comité olympique de son pays et est, en même temps, directeur de développement de la Fédération internationale de judo (FIJ).

Le Congrès de l'UAJ s'est tenu deux jours avant le début du quarante-deuxième championnat d'Afrique seniors de judo prévus du 20 au 23 mai au Dakar Arena de Diamniadio. Le Congo est représenté par certains judokas sous la conduite du président Marien Ikama.

Âgé de 69 ans, Thierry Siteny Randrianasokoniaiko est donc le sixième président de l'Union africaine de Judo. Il remplace à ce poste le Malien Habib Sissoko.

Rude Ngoma

## BASKETBALL

## La Ligue de Brazzaville présente son agenda 2021

Huit compétitions sont inscrites dans l'agenda de la Ligue de basketball de Brazzaville dans le seul but d'élever le niveau de ses athlètes après le long chômage causé par la pandémie de coronavirus.

Après le tournoi de relance pour préparer et mettre les athlètes en compétition, la Ligue de Brazzaville a lancé dans la foulée ses championnats départementaux. Elle a aussi prévu d'organiser la Super coupe, la Coupe de la ville et le tournoi interdépartemental. Ces compétitions s'inscrivent dans le but de qualifier les équipes pour les championnats nationaux et la Coupe du Congo puis faire les sélections départementales. La ligue n'a non plus oublié les tournois Ibaka games, Game time for women et Jamborees des minimes avec pour objectif de dé-



Les équipes de Brazzaville s'attendent à disputer plusieurs compétitions/Adiac

terminer les meilleurs de la saison (équipes, joueurs, arbitres et entraîneurs).

Outre les compétitions, les dirigeants de la Ligue de Brazzaville entendent multiplier des stages et séminaires pour assurer la formation des officiels. Les stages et séminaires de formation et d'information permettront de mettre à jour les cadres sur les nouvelles règles régissant le basketball. Le stage de formation des nouveaux arbitres et OTM vise, quant à lui, à avoir un grand nombre des

officiels et rehausser le niveau d'arbitrage.

La ligue a prévu aussi une formation pour les présidents et secrétaires généraux sur la gestion administrative d'un club de basketball dans le but de leur enseigner la bonne maîtrise sur l'administration et la gestion de ressources humaines. Un autre séminaire sur les connaissances techniques, tactiques et physiques à l'entraînement par catégories est au programme pour assurer la formation des formateurs.

James Golden Eloué

## A PARIS

# Denis Sassou N'Guesso appelle à la solidarité des nations

**Dans son intervention, le chef de l'Etat congolais a lancé un message fort pour raviver le multilatéralisme.**

« Le coronavirus a montré que le monde n'était, en réalité, qu'un village planétaire. Face à cette pandémie, les peuples et les Etats doivent rester solidaires. A ce sujet des enseignements doivent être tirés pour que l'évolution déséquilibrée des relations internationales ne débouche pas sur des menaces à la paix et à la stabilité de l'Afrique. »

C'est par ces mots que le président de la République du Congo a interpellé mardi les participants au sommet sur le financement des économies africaines. Un auditoire constitué d'une vingtaine de chefs d'Etat africains et européens, à commencer par le président du pays hôte de la conférence, Emmanuel Macron, et les grands bailleurs internationaux dont la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Cette alerte du chef de l'Etat congolais à « ne pas laisser l'Afrique au bord de la route » n'aura pas manqué de marquer les esprits de son auditoire. Car au-delà d'un appel à la générosité, c'est bien l'équilibre de l'Afrique, et par ricochet de l'Europe

tout entière, qui est en jeu. En appelant à œuvrer pour « raviver le multilatéralisme qui est le fondement de toute communauté d'action », Denis Sassou N'Guesso a pointé du doigt ce qu'il a appelé « l'ampleur des nouveaux défis communs ».

Les défis du développement, de la paix et de la sécurité sont étroitement liés. Tandis que l'Afrique doit développer son secteur privé et se doter des infrastructures, elle se heurte à un environnement sécuritaire fracturé, a prévenu le chef de l'Etat ajoutant : « C'est ainsi qu'il devient impérieux d'établir un lien entre sécurité - investissement - développement », a-t-il martelé.

Le message est on ne peut plus clair, mais la réalité s'avère plus complexe. En particulier quand il s'agit de la concrétisation des initiatives prises par les grandes nations. Evoquant la Facilité d'urgence de la pandémie de Covid-19, Denis Sassou N'Guesso a ainsi rappelé qu'elle n'a pas bénéficié à tous les Etats africains, « dont mon pays, la République du Congo. »

A propos des initiatives récentes de traitement de la dette africaine, il a regretté « leurs difficiles conditions d'accès ». Et n'a pas manqué de préciser : « Pour cela, je



Denis Sassou N'Guesso prononçant son discours/ DR. Ludovic Marin/AFP

continue de plaider en faveur de l'annulation de la dette africaine. »

Quant à l'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS) annoncée, il en a salué l'initiative et souhaité sa mise en œuvre rapide tout en demandant qu'une partie de ces DTS soit utilisée pour racheter le lourd fardeau de la dette commerciale.

« C'est bien pourquoi nous voudrions appeler les pays développés à réaffecter leurs parts de DTS par le biais de canaux appropriés comme le FMI ou la BAD, en vue de la croissance et de la réduction de la pauvreté », a-t-il ajouté.

Pour le chef de l'Etat, il est

venu le temps de mettre en place un mécanisme de stabilisation sur le continent pour faire face aux divers chocs. C'est ainsi que s'adressant aux chefs d'Etat africains présents il a eu ces mots : « Comme les pays européens l'ont fait au lendemain de la crise financière de 2009-2010, nous, nations africaines, devrions tirer les leçons de la crise actuelle et nous doter de notre propre mécanisme pour prévenir et faire face rapidement à la survenue de tout choc extérieur futur. Ce mécanisme africain de stabilisation financière serait basé sur le principe de la mutua-

lisation des ressources (sous forme de dette commune), dont l'accès serait subordonné au respect des critères de convergence macroéconomique. »

Denis Sassou N'Guesso a conclu son intervention en appelant à l'assouplissement des conditions d'accès aux mécanismes de financement des économies africaines et « à la concrétisation des engagements auxquels nous allons souscrire au cours de cette réunion ». Un vœu partagé par les Africains : qu'il ne s'agisse pas de nouvelles vaines promesses.

**Bénédicte de Capèle  
et Marie-Alfred Ngoma**

## SANTÉ PUBLIQUE

## Victor Ngoma reconduit à la tête du Synaphac

**Le Dr Victor Ngoma a été reconduit à l'unanimité à la tête du syndicat national des pharmaciens du Congo (Synaphac) à l'issue d'une assemblée générale électorale tenue le 19 mai à Brazzaville.**

Les participants à ces assises ont mis en place un bureau exécutif de neuf membres et une commission de contrôle et d'évaluation de trois membres. Victor Ngoma place son nouveau mandat de trois ans sous le signe de l'unité et de la solidarité au sein de tous les pharmaciens du Congo.

« Nous faisons face à plusieurs problèmes. Si nous



Victor Ngoma

sommes unis, nous arriverons à solutionner nombreuses d'entre ces difficultés. Les acteurs de la santé publique que nous sommes devons avoir à l'esprit notre lourde charge sociale », a déclaré le président du Synaphac.

Répondant à une question d'un journaliste sur les rapports entre les pharmaciens et le ministère de la Santé, Victor Ngoma a indiqué qu'ils gardent espoir que le nouveau ministre va écouter leurs doléances, parce que la sortante n'avait aucune fois daigné leur accorder une réception.

Il s'est plaint par exemple du fait que les pharmaciens, bien qu'ils aient été les premiers à organiser une campagne de sensibilisation de la population à la Covid-19, ils n'ont pas été associés dans la commission nationale de riposte à cette pandémie.

A propos de la lenteur décrite dans les cotisations statutaires par les pharmaciens, le président du Synaphac estime que la nouvelle équipe dirigeante mettra tout en œuvre pour les inciter à être plus actifs.

**Roger Ngombé**